

L'indécence de la droite

Comme si cela ne suffisait pas... Il a donc fallu qu'à la tragédie et à l'effroi se mêlent la polémique et l'indécence. La cohésion nationale s'est effondrée cette fois-ci quelques heures à peine après le massacre de Nice, sous les coups de boutoir d'une opposition sans vergogne et surchauffée, dans une surenchère qui en dit long sur la tonalité de la prochaine campagne présidentielle.



Où sont les hommes d'Etat à droite quand celui qui est censé être le premier d'entre eux déclare, au lendemain matin de l'attentat, que celui-ci aurait pu être évité ? Sur quelles bases, sur quels éléments a-t-il bien pu s'appuyer avant de prononcer une phrase aussi lourde de conséquences, alors même que l'enquête n'avait pas commencé ? Qui ose encore parler de responsabilité quand un ancien barde présidentiel, visiblement plus familier des discours enfiévrés que du maniement du lance-roquettes, ose suggérer que l'armée recoure à des armes de guerre en pleine foule un soir de 14-Juillet ? Où sont la franchise et l'honnêteté quand un ancien président de la République refuse de reconnaître que la baisse des effectifs de police qu'il dénonce n'a jamais été aussi importante que lorsqu'il occupait l'Elysée ? Et que les solutions qu'il préconise aujourd'hui sont pour certaines déjà mises en oeuvre, pour les autres inapplicables ou carrément hors sujet ? Où sont passées enfin l'éthique et la gravité, au sens latin du terme, quand un porte-parole du premier parti d'opposition ose s'exclamer que la France se divise désormais entre ceux qui sommeillent et ceux qui agissent ? Il faut avoir l'esprit sacrément tordu ou stupidement revanchard pour laisser croire que le gouvernement, paralysé par son prétendu angélisme ou je ne sais quelle sinistre impuissance, s'accommoderait de ces tragédies à répétition qui frappent depuis deux ans les Français.

Ceux qui reprochent aux autres d'avoir la main qui tremble ont hélas l'esprit qui s'égare.

Faut-il rappeler à tous ces matamores en costumes sombres et aux sourcils froncés le nombre de morts, le nombre de blessés, le nombre de traumatisés ? Tous les coups ne sont pas permis en politique, pas même quand se joue une primaire avec une élection présidentielle à la clé. Et ceux qui reprochent aux autres d'avoir la main qui tremble ont hélas l'esprit qui s'égare.

Une organisation terroriste internationale, sans doute la plus folle et la plus meurtrière qu'on ait jamais connue, a choisi de faire de la France sa cible prioritaire. Nos militaires l'affrontent chaque jour sur tous les terrains que ces fous de Dieu ont choisi d'opprimer. Nos policiers la combattent chaque jour sur notre sol, dans des conditions très souvent compliquées. Nos concitoyens font corps, comme ils le peuvent et malgré la peur, pour continuer à vivre ensemble et ne pas offrir aux terroristes de Daech le chaos qu'ils souhaitent précisément provoquer. Et voilà que des politiciens, avant tout préoccupés par leurs courbes sondagières, choisissent de souffler sur les braises ? Les électeurs ont la mémoire courte, c'est vrai. Mais on espère qu'ils n'oublieront pas qu'en ces circonstances épouvantables certains en ont profité pour tenter de se refaire une santé en racontant n'importe quoi.

Prétendre qu'on pourrait surveiller, fichier, interner, expulser tout le monde ou presque, au mépris des principes qui fondent notre démocratie et des règles de droit qui régissent notre société, est à la fois une folie et un mensonge. La lutte contre la menace terroriste sera longue. Elle nécessite qu'on s'y adapte en permanence, qu'on y accorde encore davantage de moyens à l'évidence et même qu'on revoie une fois encore notre arsenal législatif si besoin est. Mais elle commande à chacun de nos représentants, de gauche comme de droite, de faire preuve d'autant de fermeté que de responsabilité. Sinon d'humilité. **M. C.**